

LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 4 JANVIER 2018

SOMMAIRE

- 1) Elle veut peser
- 2) Dans sa poche
- 3) Avantage à...
- 4) Elle briguera pas le PS
- 5) Hausse de la CSG
- 6) De moins en moins de chauffeurs VTC...



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Brigitte Macron veut peser davantage à l'Élysée





Photo d'illustration. Photo © Sipa

Alors que le rôle de Brigitte Macron est défini par une "charte de transparence", la Première dame voudrait avoir une place plus grande au sein de l'Élysée.

Brigitte Macron serait sur le point de prendre une place plus importante au sein de l'Élysée aux côtés de son mari, Emmanuel Macron. "Ce qu'elle veut, c'est être utile, avoir des résultats. Nous sommes une petite équipe et nous regardons tous les courriers. Les plus urgents sont traités en priorité", explique l'entourage de la première dame à BFMTV ce mardi. Toujours selon l'un de ses proches cité par RTL, la Première dame souhaiterait avoir un rôle plus significatif à l'Élysée, et pouvoir exister sans son mari.

Ne plus être placée derrière Emmanuel Macron

Après avoir redécoré une grande partie des pièces du palais présidentiel, Brigitte Macron voudrait aujourd'hui s'investir dans des dossiers plus concrets comme le handicap, l'exclusion ou encore la maladie. "Le fil conducteur, c'est le handicap et les accidents de la vie, et la difficile intégration à la société qui en résulte", précise son chef de cabinet Tristan Bromet dans les colonnes du Monde. Elle n'a d'ailleurs pas attendu pour aller à la rencontre des malades puisqu'elle s'est déjà rendue dans le service des soins palliatifs de l'hôpital Necker à Paris. Elle a également été rendre visite à des personnes trisomiques qui travaillent dans un restaurant à Nantes. Mais toutes ces visites ont été faites dans la discrétion. Elle se permet d'ailleurs une sortie de l'Élysée quotidienne avec ses deux collaborateurs, Tristan Bromet et Pierre-Olivier Costa, pour parler des affaires quotidiennes. "Brigitte a un besoin vital de ne pas rester enfermée au palais, elle veut rester connectée au réel", explique Pierre-Olivier Costa au Monde.

Alors que la Première dame est très populaire en France, elle l'est également à travers le monde entier. En décembre dernier, Jim Yong Kim, le président de la Banque mondiale, lui lançait : "Vous êtes l'une des rares femmes connues dans le monde entier à pouvoir délivrer un message, nous allons avoir besoin de vous". C'est forte de sa cote de popularité que Brigitte Macron souhaite dorénavant être placée à côté de son mari lors des rassemblements et non plus derrière lui. Selon elle, "une femme aujourd'hui n'a pas à être derrière", rapporte RTL.

VALEURS

LAPRESSEENREVUE.EU

II) La ministre du Travail Muriel Pénicaud va réaliser 62.000 euros d'économie grâce à la réforme de l'ISF

La réforme de l'ISF semble être le synonyme de jackpot fiscal pour certains ministres. Selon "Libération", qui s'est penché sur les conséquences de cette réforme pour les ministres d'Edouard Philippe, le nouvel IFI (Impôt sur la fortune immobilière), qui ne taxera plus les biens mobiliers, permettra ainsi à la ministre du Travail Muriel Pénicaud d'économiser... 62.000 euros d'impôts !

Elle n'est pas la seule à gagner gros grâce à cette réforme fiscale : selon "Libé", qui s'est fait aider de l'avocat fiscaliste Marc Uzan pour décrypter les déclarations de patrimoines de nos ministres, publiées sur le site de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, Nicolas Hulot devrait économiser environ 11.500 euros et Françoise Nyssen 3.000.



III) Malgré le miracle Macron, pourquoi la droite Wauquiez pourrait prendre l'avantage en 2018

Jean-François Kahn
Journaliste et écrivain



AFP

Laurent Wauquiez, malgré le large rejet qu'il suscite, n'est nullement hors-jeu.

L'année s'est terminée par un miracle Macron.

Miracle parce que, si on en croit les enquêtes d'opinion, sa cote de popularité est repassée au-dessus de 50% (à 54% même). Or, ayant contre lui l'extrême droite, la droite, la gauche, l'extrême gauche et une partie du centre, et ayant, en outre, additionné ces derniers mois, bien plus que les présidences précédentes (APL, emplois aidés, impôt sur la fortune, code du travail, CSG, bientôt réduction de la vitesse à 80 km/h), les mesures les plus impopulaires, il devrait logiquement être à moins de 20%.

Ce constat donne la mesure de la révolution à la fois psychologique, culturelle, sociale et politique

qui vient de se produire dans le pays.

Un autre sondage paraît conforter l'idée, très répandue que, la gauche étant en capilotade et la droite en morceaux, le terrain est dégagé devant le macronisme.

Or il s'agit, en partie, d'un effet d'optique.

Une enquête réalisée pour Le Figaro sur la façon dont se répartirait aujourd'hui les votes en cas d'élections européennes, paraît effectivement ouvrir un boulevard devant La République en Marche: 30% des intentions de vote si on y ajoute Les Constructifs, contre 14% pour La France Insoumise (12 points de moins) et, surtout, 12% seulement pour Les Républicains (14 points de moins).

Mais regardons-y de plus près. La gauche, avec 29% toutes tendances confondues, serait dans les choux.

Si, en revanche, on additionne les suffrages Front National, restés étonnamment haut à 17%, à ceux du Parti Républicain tendance Wauquiez, c'est-à-dire très droitier (les différences avec le FN sont devenues très minces), les 6% de Nicolas Dupont-Aignan, les 3% de Florian Philippot et les 1,5% d'autres extrêmes droite, on a un bloc droite dure de près de 40% contre 30% pour la sensibilité macroniste.

Sans doute cette droite repliée sur elle-même est désormais nettement minoritaire. Plus minoritaire même qu'elle ne l'a été depuis 60 ans. Elle perdrait nettement une élection camp contre camp.

Mais pour peu qu'elle agrège ses différentes sensibilités (et, au fond, pourquoi ne le ferait-elle pas puisque, aujourd'hui, elles se rejoignent sur l'essentiel?), le macronisme et la gauche étant incapable de lui opposer un front commun, c'est elle qui caracole en tête.

Il n'y a pas, aujourd'hui, d'alternative à gauche. Mais, quoiqu'on en dise, il y en a toujours une à droite. D'autant qu'une large fraction de la gauche pousse son anti-macronisme jusqu'à préférer encore cette droite radicalisée, au motif que son accès au pouvoir lui permettrait, à elle, la gauche, de se refaire (notons que Mélenchon n'attaque presque jamais Wauquiez).

Laurent Wauquiez, malgré le large rejet qu'il suscite, n'est donc nullement hors-jeu.

Sa stratégie est simple: aucun scrupule ne l'étouffant, aucun, aucune vraie conviction ne l'entravant, il épousera sans complexe toutes les pulsions, tous les mouvements de fond que révéleront les sondages: l'opinion est antimondialiste, il sera antimondialiste; antilibérale, il sera antilibéral (il l'est déjà devenu); eurosceptique, il sera eurosceptique; certaines expressions d'extrême gauche trouvent un écho dans le pays, il les reprendra à son compte (il dénonce déjà "l'argent roi" et le "président des riches"); le pouvoir accumule les réformes: il caressera dans le sens du poil tous les conservatismes anti-réformes. Il y ajoutera de furieuses charges sécuritaires, identitaires, antifiscales, anti-immigration qui lui permettront de surfer, du moins l'espère-t-il, sur toutes les peurs, toutes les angoisses et toutes les frustrations que n'est plus en mesure de capter une Marine Le Pen dans l'impasse. L'activisme des associations immigrationnistes lui sera, en l'occurrence, d'un grand secours.

On l'a peu relevé, mais ses déclarations, d'une violence inouïe, contre Emmanuel Macron, qui

serait un "déraciné", dans Le Journal du Dimanche reprenait presque mot pour mot la diatribe lancée par le député antisémite et maurassien, Xavier Vallat, à la figure de Léon Blum en 1936.

Cette extrémisation risque-t-elle de l'affaiblir en l'amputant de la fraction modérée, c'est-à-dire humaniste, ouverte, européenne, social-libérale en somme de la droite? Sans doute. Celle-là s'est d'ailleurs, déjà, majoritairement, ralliée à Macron. Mais cette tendance a toujours été fortement minoritaire à droite.

Face à la droite légitimiste, il y eut une droite "orléaniste", mais elle était très minoritaire (sauf quand le suffrage était censitaire). Face à la droite monarchiste, il y eut une droite républicaine, mais très minoritaire. Face à la droite furieusement antidreyfusarde, il y eut une héroïque droite dreyfusarde, mais tragiquement minoritaire. Face à la droite pétainiste de 1943, il y eut une droite gaulliste, mais incontestablement minoritaire (c'est au sein de l'ex peuple de gauche ou centristo-démocrate chrétien que recruta alors le gaullisme). Il y eut une droite décolonisatrice, mais, à l'intérieur de sa propre famille, elle fut, elle aussi, minoritaire.

Aujourd'hui, la base de la droite (les réseaux sociaux en donnent la mesure) est dans un état d'incandescence mentale qui appellerait une cure psychanalytique.

Faut-il rappeler que Nicolas Sarkozy, dont la popularité s'était effondrée, a réussi à remonter la pente en 2012 (il fut battu de justesse) en adoptant la ligne du maurassien Buisson.

Certes, si on assiste à une très sensible et pérenne amélioration de la situation économique et surtout sociale (ce que je n'exclue nullement), Macron et le macronisme deviennent "indégageables".

Mais, dans le cas contraire, si le pouvoir recule par exemple sur l'immigration, ou si il ne rééquilibre pas socialement sa politique économique, ne nous y trompons pas: ce n'est pas la gauche, ce n'est pas l'extrême droite, mais la droite extrême d'un Wauquiez flanqué de l'ex-lepéniniste Guillaume Peltier, qui, après avoir dévoré et recyclé l'électorat Front National, prendra l'avantage.



IV) Najat Vallaud-Belkacem ne briguera pas la tête du PS

V.G.

LAPRESSEENREVUE.EU



Dans cet entretien accordé à L'Obs, Najat Vallaud-Belkacem explique n'avoir « jamais voulu d'une vie réduite à la politique ». LP/Frédéric Dugit

Actuellement sans mandat, l'ancienne ministre de l'Education nationale va diriger une collection d'essais pour l'éditeur Fayard.

Sa tribune parue dans le Nouveau Magazine Littéraire laissait penser que Najat Vallaud-Belkacem lorgnait le poste de Premier secrétaire du Parti socialiste. « Je veux faire vivre (la social-démocratie) », affirmait-elle dans ce texte paru le 18 décembre dernier. La bataille pour la tête du PS se disputera pourtant sans elle. Dans une interview à L'Obs publiée ce mercredi, l'ancienne ministre de l'Education nationale, battue lors des dernières élections législatives par le candidat de la République en marche Bruno Bonnell, explique pourquoi elle ne présentera pas sa candidature.

« Je sais que cela peut paraître étrange de ne pas céder à l'amicale pression de ses amis, que les standards de la politique nous ont plutôt habitués au contraire, mais je veux vraiment réfléchir, travailler et comprendre d'autres mondes que le seul monde politique », déclare Najat Vallaud-Belkacem dans cet entretien, ajoutant qu'elle n'a « d'ailleurs jamais voulu d'une vie réduite à la politique ».

Luc Carvounas, seul candidat déclaré

Depuis sa défaite aux législatives, Najat-Vallaud-Belkacem mène donc une vie où elle « se concentre sur elle-même », « sur les siens » et « sur d'autres projets que des projets politiques ».

« J'ai toujours en moi autant d'engagement qu'auparavant. Mais, depuis plusieurs mois, je ressens le besoin de l'exprimer autrement », résume-t-elle. Estimant avoir souffert de « la trop faible qualité du débat public ces dernières années », elle s'apprête à diriger avec des chercheurs une collection d'essais chez Fayard consacrée aux « batailles culturelles du progressisme ».

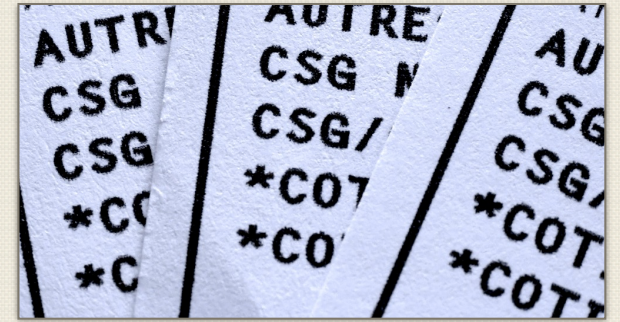
« Najat Vallaud-Belkacem avait les qualités nécessaires pour être premier secrétaire. Mais elle n'en avait pas envie. C'est très bien qu'elle ferme cette hypothèse si elle n'en a pas envie », a commenté Emmanuel Grégoire, le patron de la fédération PS de Paris.

L'effacement de Najat Vallaud-Belkacem remet au premier plan l'hypothèse d'une candidature du président du groupe PS à l'Assemblée, Olivier Faure. Pour le moment, un seul candidat a donc annoncé sa candidature au poste de Premier secrétaire : le député du Val-de-Marne Luc Carvounas, longtemps proche de Manuel Valls. La date limite de dépôt des motions est fixé au 29 janvier. L'élection du Premier secrétaire doit avoir lieu le 29 mars prochain. Le Congrès du Parti socialiste se tiendra lui les 7 et 8 avril à Aubervilliers.

Le Parisien

V) Hausse de la CSG : la prime déçoit les fonctionnaires

Solveig Godeluck



Contrairement aux salariés, les fonctionnaires ne vont pas voir leur salaire augmenter suite à la hausse de la CSG en janvier. - AFP PHOTO / DAMIEN MEYER

La hausse de la CSG sera neutralisée en 2018 et en 2019 grâce à une prime dont le montant sera ensuite gelé.

Voilà une prime qui n'enchantent guère les fonctionnaires. A compter de janvier, certains d'entre eux vont toucher une « indemnité compensatrice » de 1,67 % de leur rémunération brute, destinée à neutraliser la hausse concomitante de 1,7 % de la CSG. Les modalités ont été précisées par décret, le 30 décembre. Agents statutaires, magistrats, militaires, ouvriers d'Etat, contractuels de droit public, maîtres dans l'enseignement privé, praticiens hospitaliers... quelque 5,6 millions de personnes sont concernées. Le léger écart entre les deux taux s'explique par le fait que l'assiette de la CSG est un peu moins importante que le salaire lui-même.

« C'est une compensation au centime près. Aucun agent de la fonction publique ne verra sa feuille de paie augmenter à la fin du mois, contrairement à ce qu'avait promis Emmanuel Macron », regrette Jean-Marc Canon, responsable de la CGT Fonction publique. Dans une lettre ouverte à la fonction publique, en avril 2017, le candidat avait en effet déclaré : « J'augmenterai votre pouvoir d'achat, comme celui des salariés des entreprises : vous paierez moins de cotisations et votre salaire net sera augmenté d'autant. »

Finalement, seuls les salariés et 75 % des indépendants enregistreront un gain, l'exécutif considérant que le dégel du point d'indice en 2016-2017 et l'accord Hollande sur les carrières ont déjà réalisé la promesse de hausse du pouvoir d'achat des fonctionnaires.

Indemnité dégressive dans le temps

« A terme, nous sommes perdants, car l'indemnité est dégressive dans le temps », critique de son côté Mylène Jacquot, secrétaire générale de la CFDT Fonction publique. En effet, le montant de la prime sera revalorisé en 2019 sur la base des revenus de 2018, mais par la suite, il sera pétrifié. Alors que la CSG, elle, va augmenter avec les salaires. « L'année 2018 commence mal, avec la suspension de l'accord sur les carrières, le gel du point, le rétablissement du jour de carence », proteste la syndicaliste.

Les syndicats ont obtenu que les fonctionnaires recrutés en 2018 aient droit à la prime. Certaines personnes ne toucheront qu'une partie de l'indemnité, car ils auront à la place des baisses de cotisations. La plupart des titulaires paient ainsi la contribution exceptionnelle de solidarité de 1 %, assimilée à une cotisation chômage : à partir de ce

